

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 25/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ADG

route de Brignais
BP 55
69230 Saint-Genis-Laval

Références : UDR-CRT-26-039-CC
Code AIOT : 0006103754

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2026 dans l'établissement ADG implanté route de Brignais BP 55 69230 Saint-Genis-Laval. L'inspection a été annoncée le 13/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 6 février 2025, l'inspection des installations classées a effectué une visite de l'établissement ADG, sur le thème de la réglementation ATEX, qui a fait l'objet du rapport référencé UDR-CRT-25-075-CC du 20 mars 2025, demandant à l'exploitant certains justificatifs, ainsi que la mise en œuvre de certaines actions correctives.

Par courrier du 12 mai 2025, l'exploitant a apporté des réponses à ces demandes. Concernant les actions correctives qui s'avéraient nécessaires, l'exploitant s'est engagé à les mettre en œuvre à la fin de décembre 2025 au plus tard.

Le 6 février 2026, l'inspection des installations classées a réalisé une seconde visite de

l'établissement sur le thème de la réglementation ATEX, afin de constater la bonne réalisation des actions correctives, dans les délais sur lesquels l'exploitant s'est engagé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADG
- route de Brignais BP 55 69230 Saint-Genis-Laval
- Code AIOT : 0006103754
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement Application Des Gaz (ADG) est spécialisé dans la fabrication et l'emplissage de réservoirs et cartouches Butane/Propane, notamment utilisés dans les activités de camping. L'établissement dispose d'installation de travail des métaux (fabrication de cartouches de gaz à remplir), de stockage de gaz (butane, propane) en réservoirs enterrés, de remplissage de bouteilles et de cartouches de gaz et de stockage des produits fabriqués (petites bouteilles de gaz). L'établissement est classé Seveso seuil haut en raison des risques (explosion, feu..) liés aux stockages de gaz en réservoirs et en petits contenants.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Document relatif à la protection contre les explosions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	3 mois
2	Plan de zonage ATEX	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Equipements non-électriques d'avant le 30/06/2003	Arrêté Ministériel du 08/07/2003, article 17	Demande d'action corrective	3 mois
4	Equipements électriques d'avant le 30/06/2003	Arrêté Ministériel du 28/07/2003, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
5	Vérification initiale des matériels ATEX	Arrêté Ministériel du 08/07/2003, article 14	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Equipements	Arrêté Ministériel du	Mise en demeure, respect de	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	électriques utilisables en atmosphères explosibles	04/10/2010, article 65	prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Vérification périodiques des matériels électriques en zone ATEX	Arrêté Ministériel du 26/12/2011, article 3	Sans objet
7	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 08/07/2003, article 5	Sans objet
9	Equipement non-électrique utilisable en atmosphères explosibles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Comme indiqué au § "Contexte de la visite" du présent rapport, l'inspection s'est rendue le 6 février 2025 sur le site ADG de Saint-Genis-Laval, afin d'effectuer une première visite sur le thème de la réglementation sur les ATmosphères Explosives (ATEX).

Par courrier du 12 mai 2025, l'exploitant a apporté des réponses aux demandes de l'inspection, faisant suite à cette première visite. Concernant les actions correctives qui s'avéraient nécessaires, l'exploitant s'est engagé à les mettre en œuvre à la fin du mois de décembre 2025, au plus tard.

Un an après cette première visite et un mois après l'expiration du délai sous lequel l'exploitant s'était engagé à mener les actions correctives, les points suivants sont toujours non conformes aux articles suivants de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 :

- 48 : Le plan de zonage ATEX n'est pas formellement actualisé (Cf. fiche de constat n°2) ;
- 65 : Des équipements électriques ATEX demeurent encore en inadéquation avec leur zonage.

Par ailleurs, le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) doit être révisé, afin de valider le maintien en fonctionnement de tous les équipements électriques et non-électriques datant d'avant le 30 juin 2003, suivant une méthodologie qui doit être précisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Document relatif à la protection contre les explosions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Document relatif à la protection contre les explosions
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Article R4227-52 du Code du travail L'employeur établit et met à jour un document relatif à la protection contre les explosions, intégré au document unique d'évaluation des risques. Ce document comporte les informations relatives au respect des obligations définies aux articles R. 4227-44 à R. 4227-48, notamment : 1° La détermination et l'évaluation des risques d'explosion ; 2° La nature des mesures prises pour assurer le respect des objectifs définis à la présente section ; 3° La classification en zones des emplacements dans lesquels des atmosphères explosives peuvent se présenter ; 4° Les emplacements auxquels s'appliquent les prescriptions minimales prévues par l'article R. 4227-50 ; 5° Les modalités et les règles selon lesquelles les lieux et les équipements de travail, y compris les dispositifs d'alarme, sont conçus, utilisés et entretenus pour assurer la sécurité ; 6° Le cas échéant, la liste des travaux devant être accomplis selon les instructions écrites de l'employeur ou dont l'exécution est subordonnée à la délivrance d'une autorisation par l'employeur ou par une personne habilitée par celui-ci à cet effet ; 7° La nature des dispositions prises pour que l'utilisation des équipements de travail soit sûre, conformément aux dispositions prévues au livre III.
Constats : Au cours de sa précédente visite du 6 février 2025, l'inspection a examiné le DRPCE indice 3 du 01/12/21. Ce document aurait dû être révisé depuis, afin de tenir compte des observations de l'inspection faisant suite à sa précédente visite de l'établissement, notamment concernant le maintien en fonctionnement des équipements électriques et non-électriques datant d'avant le 30 juin 2003. L'exploitant a indiqué, que le document est encore en cours de révision. Suite à la visite de l'établissement, l'exploitant a transmis à l'inspection une version "Draft" datée du 5 février 2026, qui appelle les observations suivantes : Le §22 du DRPCE fait apparaître aux §22.2.3, 22.3.3, 22.4.3, 22.6.3, 22.7.3, 22.8.3 et 22.9.3 des

«Améliorations ou actions à prévoir», sans préciser si celles-ci doivent être mises en œuvre pour satisfaire la réglementation ATEX, ni sous quel délai.

Aussi l'inspection constate, que suite à la visite de l'établissement ADG de Saint-Genis-Laval il y a un an, l'exploitant avait indiqué par courrier du 12 mai 2025, que la mise à jour du DRPCE était prévue cette année (En 2025).

D'autres observations relatives au DRPCE, concernant le plan de zonage, le maintien en fonctionnement des équipements ATEX non-électriques et électriques, sont abordées dans les fiches de constat dédiées n° 2, n° 3 et n° 4.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre de la révision en cours du DRPCE, préciser dans les §22.2.3, 22.3.3, 22.4.3, 22.6.3, 22.7.3, 22.8.3 et 22.9.3, si les «Améliorations ou actions à prévoir» doivent être mises en œuvre pour satisfaire la réglementation ATEX et si oui sous quel délai.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan de zonage ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de zonage ATEX

Prescription contrôlée :

.....

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

« La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. »

Constats :

Actuellement les plans de zonage, qui sont directement intégrés au DRPCE en vigueur (indice 3 du 01/12/21), ne font pas apparaître les modifications intervenues depuis cette version :

- A36 : Suppression de la purge au poste de dépotage. Les bras de chargement étant connectés, par flexible à la torchère devenue fixe ;
- A27 => A5 : Déplacement du poste de démontage des boîtes à clapets de l'abri extérieur de l'atelier A27 à un poste extérieur au niveau de l'atelier A5 ;
- A32 : Ajout d'un poste de marquage ;
- Autres modifications mineures.

L'exploitant a indiqué, que le document est encore en cours de révision. Suite à la visite de

l'établissement, l'exploitant a transmis à l'inspection une version "Draft" datée du 5 février 2026, qui appelle les observations suivantes :

- Le plan de zonage du bâtiment A5 ne semble pas avoir évolué depuis la version indice 3 du 01/12/21, malgré le déplacement du poste de démontage des boîtes à clapets

Outre le fait que les seuls plans de zonage formellement validés par l'exploitant, sont ceux figurant dans le DRPCE en vigueur (indice 3 du 01/12/21) ; qui ne font pas apparaître les modifications intervenues depuis cette version ; la version en cours de révision (Draft) pourrait nécessiter la mise à jour du plan du bâtiment A5 (Voir observation supra). Aussi l'inspection constate, que suite à la visite de l'établissement ADG de Saint-Genis-Laval il y a un an, l'exploitant avait indiqué par courrier du 12 mai 2025, que la mise à jour du DRPCE qui intègre directement les plans de zonage, était prévue cette année (En 2025).

Considérant ce qui précède, l'inspection constate que l'établissement ADG de Saint-Genis-Laval, ne respecte pas les dispositions de l'article 48 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, en terme de tenue à jour du plan de zonage ATEX. Par conséquent, l'inspection propose à madame la préfète, de mettre en demeure l'exploitant sous un délais d'un mois, de régulariser la situation de son établissement, en actualisant formellement ses plans de zonage ATEX.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Voir projet d'arrêté de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Equipements non-électriques d'avant le 30/06/2003

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/07/2003, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements non-électriques d'avant le 30/06/2003

Prescription contrôlée :

1° En ce qui concerne les équipements de travail :

a) Destinés à être utilisés dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter, et qui sont déjà utilisés ou mis pour la première fois à disposition dans l'entreprise ou l'établissement avant la date de publication du présent arrêté, ceux-ci doivent satisfaire, à partir de cette date, aux prescriptions minimales de la section 2 du présent arrêté ;

Constats :

Suite à sa précédente visite du 6 février 2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de " *Créer un lien univoque, entre les équipements non-électriques en zone ATEX installés avant le 30/06/03 et leur analyse de risque spécifique correspondante.*", car bien qu'il existait des analyses de risques pour les équipements non-électriques ne disposant pas d'un marquage ATEX (Antérieurs au 30/06/03), celles-ci étaient génériques, ne permettant pas ainsi de faire le lien entre un

équipement non-électrique donné, et son analyse de risques.

L'exploitant a indiqué en séance, que les analyses de risques des matériels non électriques ne disposant pas d'un marquage ATEX, sont directement rédigées dans la colonne "Observations" du tableau "*Liste d'adéquation du matériel en zone ATEX 2026-02-05*". Il s'est engagé en séance, à indiquer dans la prochaine révision du DRPCE, une analyse de risque pour chaque matériel non électrique. Après examen de la "*Liste d'adéquation du matériel en zone ATEX 2026-02-05*", l'inspection constate que certains équipements non-électriques et non marqués ATEX des ateliers suivants, ne disposent pas encore d'une analyse de risques : A5 (5 équipements), A3 Dévissage bouchons (4 équipements), A2 (1 équipement).

Aussi, l'inspection constate que dans la configuration actuelle du dispositif documentaire relatif à la réglementation ATEX, figurent des analyses de risques dans :

- Le DRPCE, § 21.4.2 "*Tableaux d'analyse des risques*" ;
- La "*Liste d'adéquation du matériel en zone ATEX 2026-02-05*" : Colonne "Observations".

Il conviendrait que l'exploitant clarifie ce qu'il considère comme une analyse de risques, unifie leur localisation dans sa documentation ATEX et enfin précise quelle méthodologie emploie-t-il pour les réaliser (question à laquelle il n'a pas su apporter d'explication en séance).

Par ailleurs l'inspection constate, que même dans la dernière version "Draft" du DRPCE datée du 5 février 2026, le § 21.4.2 "*Tableaux d'analyse des risques*" continue de faire apparaître :

- "*Dans le tableau il manque l'analyse pour toutes les autres zones ATEX :*"
- La colonne de droite du tableau d'analyse de risques fait apparaître plusieurs «*Modifications à mettre en œuvre* », sans préciser si celles-ci doivent être mises en œuvre pour satisfaire la réglementation ATEX, ni sous quel délai.

Selon les déclarations de l'exploitant en séance, ces points seraient des oublis de mise à jour des versions précédentes du DRPCE, qui ne seraient plus d'actualité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre de la révision en cours du DRPCE, concernant les analyses de risques des équipements non-électriques ne disposant pas d'un marquage ATEX :

- Compléter celles-ci, pour tous les équipements concernés ;
- Préciser la méthodologie employée pour les réaliser ;
- Unifier leur localisation dans la documentation ATEX ;
- Mettre à jour le § 21.4.2 "*Tableaux d'analyse des risques*" du DRPCE

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Equipements électriques d'avant le 30/06/2003

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/07/2003, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements électriques d'avant le 30/06/2003
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations existantes lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté et conformes aux dispositions de l'arrêté du 19 décembre 1988 sont réputées satisfaire aux prescriptions du présent arrêté jusqu'au 30 juin 2006. Au-delà de cette date, elles continueront à bénéficier de cette présomption à condition que le " document relatif à la protection contre les explosions ", prévu à l'article R. 232-12-29 du code du travail, les ait validées explicitement avant le 1er juillet 2006.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à sa précédente visite du 6 février 2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de <i>"Transmettre le document de calcul de boucles de SI du bâtiment A24"</i>. Par courrier du 12 mai 2025, l'exploitant a bien transmis des fiches de calcul de boucle SI, qui ne font pas apparaître explicitement, qu'elles concernent les <i>"boucles de SI du bâtiment A24, sur les doseurs des carrousels de remplissage Lanico 1 et Lanico 2."</i></p> <p>L'inspection constate que désormais, la référence à la fiche de calcul de boucle SI figure dans la colonne <i>"Observations"</i> du tableau <i>"Liste du matériel en zone ATEX 2026-02-05"</i>, ce qui permet bien de faire le lien entre un équipement donné et sa fiche de calcul.</p> <p>Suite à sa précédente visite du 6 février 2025, l'inspection a également demandé à l'exploitant de <i>"Valider explicitement dans le DRPCE, le maintien en fonctionnement des équipements électriques, conformes aux anciennes réglementations ATEX."</i></p> <p>Par courrier du 12 mai 2025, l'exploitant a indiqué que <i>"Dans la mise à jour du DRPCE prévue cette année, nous développerons le paragraphe concernant le maintien en fonctionnement des équipements électriques conformes aux anciennes réglementations ATEX, pour expliciter le processus d'évaluation et les critères de maintien de ces équipements en fonctionnement, et le lien sera fait dans la liste d'adéquation du matériel sur les lignes des matériels concernés."</i></p> <p>L'inspection constate que même dans la dernière version <i>"Draft"</i> du DRPCE datée du 5 février 2026 (non validée à ce stade), le maintien en fonctionnement des équipements électriques datant d'avant le 30 juin 2003 n'est pas explicitement validé et la méthode de validation n'est pas précisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans le cadre de la révisions du DRPCE en cours, valider explicitement le maintien en fonctionnement des équipements électriques ATEX datant d'avant le 30 juin 2003, suivant une méthodologie qui doit être précisée.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Vérification initiale des matériels ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/07/2003, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification initiale des matériels ATEX
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la première utilisation de lieux de travail comprenant des emplacements où une atmosphère explosive peut se présenter, l'employeur doit procéder ou faire procéder à la vérification de la sécurité, eu égard au risque d'explosion, de l'ensemble de l'installation. Il doit s'assurer que toutes les conditions nécessaires pour assurer la protection contre les explosions sont maintenues.</p> <p>La réalisation des vérifications ne peut être confiée qu'à des personnes qui, de par leur expérience et leur formation professionnelle, possèdent les compétences nécessaires dans le domaine de la protection contre les explosions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à sa précédente visite du 6 février 2025, l'inspection a demandé à l'exploitant " <i>En référence au fichier "Liste du matériel en zone ATEX 2025-01-30", remis par l'exploitant postérieurement à la visite d'inspection, indiquer les suites données aux équipements électriques, dont la case "Conformité" à la réglementation ATEX :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Est vide ;</i> • <i>Indique "Voir observation" (Matériel électrique non certifié ATEX. A remplacer par un matériel certifié)</i> • <i>Non."</i> <p>En séance, l'exploitant a indiqué qu'il n'y a plus de matériel non-conforme et que le tableau a été mis à jour. Cependant, comme indiqué dans la fiche de constat n°8, l'examen post-inspection de la "Liste d'adéquation du matériel en zone ATEX 2026-02-05", fait apparaître que certains équipements électriques en zone ATEX, demeurent non-conformes à ce stade.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Voir les suites administratives proposées à la suite de la fiche de constat n°8.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Vérification périodiques des matériels électriques en zone ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/12/2011, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodiques des matériels électriques en zone ATEX
Prescription contrôlée :

La vérification périodique prévue à l'article R. 4226-16 du code du travail est réalisée dans les conditions exprimées dans le présent article.

Les méthodes et l'étendue de la vérification périodique sont conformes aux prescriptions de l'annexe I.

Le contenu du rapport de vérification périodique est conforme aux prescriptions de l'annexe II (parties 1 et 3).

Annexe I, 2. Etendue des vérifications, 2.1. Généralités

Les vérifications portent sur la conformité des installations aux dispositions des articles R. 4215-3 à R. 4215-17, R. 4226-5 à R. 4226-13 et des arrêtés pris pour leur application.

Constats :

Suite à sa précédente visite du 6 février 2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de *"Donner un échéancier d'actions, visant à traiter les non-conformités constatées dans les derniers rapports de contrôle périodique des équipements électriques des 25 octobre et 29 novembre 2024, en ce qui concerne le stockage sous talus A35 et le bâtiment A24"*.

L'exploitant a présenté les rapports de vérification périodique des installations électriques, effectuées le 24/10/25 par un organisme accrédité COFRAC, sur le stockage sous talus A35 et le bâtiment A24, dans le cadre des articles R. 4226-16 et R. 4226-17 du Code du Travail. Il a également présenté les compte rendus de vérification périodique Q18 du référentiel APSAD. L'inspection constate que les rapports Q18 (l'un concernant le stockage sous talus A35 et l'autre le bâtiment A24) :

- Concluent *"Nous déclarons que l'installation électrique ... ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion."*
- Indiquent au point *"6 Inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risques d'explosion"* du chapitre *"Constatactions"* : *"Non vérifié. Motif de non vérification : Adéquation du matériel ATEX hors mission"*

Ce dernier point explique, pourquoi malgré des rapports de contrôle des installations électriques conformes, certains équipements électriques sont cependant en inadéquation à leur zonage, tel que constaté dans la fiche de constat n°8.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/07/2003, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel

Prescription contrôlée :

L'employeur prévoit, à l'intention des personnes qui travaillent dans des emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter, une formation suffisante et appropriée en matière de protection contre les explosions.

Constats :

Suite à sa précédente visite du 6 février 2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de *"Justifier du caractère suffisant et approprié, de la formation en matière de protection contre les explosions,*

du sous-traitant qui effectue des travaux d'électricité en zone ATEX."

A la suite de la visite d'inspection l'exploitant a transmis à l'inspection, un certificat de formation ATEX niveau 1 électrique daté du 13 février 2026, concernant le sous-traitant en question.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Equipements électriques utilisables en atmosphères explosibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements électriques utilisables en atmosphères explosibles

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Dans cette fiche de constat et la suivante, l'inspection a vérifié par sondage, l'adéquation des équipements à leur zonage ATEX. Les documents de référence utilisés pour ces vérifications sont, le plan de zonage ATEX d'ADG et la "*Liste du matériel en zone ATEX 2026-02-05*".

Equipement 1

Bâtiment : A24

Equipement : Moteur ventilateur extraction du bain CEMP AB30 71A 4 (au-dessus bain CP)

Zone : 2 / IIA / T2

Catégorie de matériel requise : 3G / IIA / T2

Marquage : II2G EEx d IIB T4

Certificat de conformité : CESI 01 ATEX 102*

Conformité : oui

* Le certificat ATEX fourni par l'exploitant ; dont le numéro correspond au marquage du moteur électrique ; ne mentionne pas le moteur examiné, qui est un type AB 30.

Outre la vérification de l'adéquation au zonage ATEX de cet équipement électrique, l'inspection a parcouru la "*Liste du matériel en zone ATEX 2026-02-05*", qui fait apparaître par bâtiment ou secteur, le nombre suivant d'équipements électriques en zone ATEX non conformes, car ne disposant pas d'un marquage ATEX :

- A3 dévissage bouchons : 7 en zone 2 ;
- G2 Zone détente externe arrivée gaz propane (depuis G10) pour appareils de cuisson : 2 en zone 2 ;
- G6 bis : 1 en zone 1 ou 2.

D'autre part, la conformité des équipements électriques en zone ATEX par bâtiment ou par secteur, demeure indéterminée :

- A24 terco+bain CV : 1 en zone 2 ;
- A24 Groupe froid : 1 en zone 1 et 1 en zone 2.

Considérant ce qui précède, l'inspection constate que l'établissement ADG de Saint-Genis-Laval, ne respecte pas les dispositions de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, en terme d'adéquation des équipements électriques à leur zonage ATEX. Par conséquent, l'inspection propose à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant sous un délais de 3 mois, de régulariser la situation de son établissement, en mettant en adéquation l'ensemble de ses équipements électriques à leur zonage ATEX.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre un certificat de conformité ATEX du "Moteur ventilateur extraction du bain CEMP AB30 71A 4 (au-dessus bain CP)" sis dans le bâtiment A24, correspondant à son type qui est un AB 30.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Equipement non-électrique utilisable en atmosphères explosibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Risques accidentels, Equipement non-électrique utilisable en atmosphères explosibles

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Equipement 2

Bâtiment : A24

Equipement : Réducteur Table accumulation CM31 (sortie L2)

Zone : 2 / IIA / T2

Catégorie de matériel requise : 3G / IIA / T2

Marquage : II 2G k IIB T4

Attestation de conformité : INERIS 03 ATEX 0244 X

Conformité : oui

Type de suites proposées : Sans suite
